

Pour une compétitivité durable

Le rapport proposé par Louis Gallois dresse un constat sans appel de la dégradation économique de notre pays et particulièrement de son industrie, après 10 années de gouvernement de droite : 800.000 emplois industriels ont disparu, les marges dans l'industrie manufacturière française sont passées de 31 % à 20 % et le taux d'autofinancement des entreprises se situe à 67 % en France (contre 107 % en Allemagne). Le taux de chômage s'élève à 10,6 %, il dépasse 40 % chez les jeunes dans certains quartiers urbains. Ces deux phénomènes sont liés, leurs conséquences obèrent notre avenir.

Pendant la campagne présidentielle, j'avais rencontré plusieurs dizaines de dirigeants d'entreprise, ainsi que beaucoup de mes collègues élus à la tête des grandes collectivités locales. Et ils m'ont toujours envoyé **les mêmes messages** : **redonner confiance** aux Français dans la puissance publique (Europe, Etat, Collectivités locales) ; **redonner de la compétitivité** à l'économie française au profit d'une croissance plus équilibrée et humaine. Bref, montrer les chemins **d'une compétitivité durable, c'est-à-dire économique, sociale et écologique**. Et à ce stade de dégradation, il est illusoire de penser que le redressement sera très rapide. Le choc doit avant tout être psychologique, il doit être porteur de confiance en l'avenir pour les forces économiques et sociales de notre pays. Pour être réaliste et supportable, il doit être partagé par le plus grand nombre et s'inscrire dans un horizon de moyen terme, comme l'a mis en évidence le Premier ministre mardi dernier. Raison de plus pour commencer très rapidement en partant du plus haut possible.

La compétitivité de la France doit être prise dans son ensemble avec une masse critique de mesures initiales. Nos entreprises ne sont pas suffisamment montées en gamme et sont insuffisamment positionnées sur les marchés à forte croissance (BRICS). La croissance structurelle de la France se joue actuellement. Face à l'une des plus grandes décisions de son temps, la gauche a pris ses responsabilités.

Comme l'a clairement énoncé Jean-Marc Ayrault, le pacte économique et social passe par un abaissement progressif des cotisations sociales à travers un « mix » fiscal et budgétaire, incluant taxe sur la valeur ajoutée, fiscalité écologique et économies budgétaires. Ainsi le gouvernement crée les conditions **d'un retour de la confiance** en stabilisant les anticipations des entrepreneurs, et dans le même temps il évite une ponction préjudiciable sur les revenus des ménages en 2013.

N'en déplaise peut-être à certains, ce pacte constitue le bon équilibre entre la nécessité de maîtriser nos finances publiques - à court terme - et les efforts collectifs que la France doit faire pour retrouver le chemin de la compétitivité et de l'emploi pour tous.

Au delà de ces mesures fiscales indispensables, **le pacte social** ne saurait être un supplément d'âme susceptible de faire accepter le pacte économique : il doit en être le moteur. Avec l'insertion professionnelle et sociale des jeunes comme objectif prioritaire. Les **jeunes générations** éloignées de l'emploi et peu qualifiées devront bénéficier massivement des emplois d'avenir, des contrats de génération, des emplois francs... Et pour ce faire, une place privilégiée doit être accordée aux missions locales. Une négociation sociale historique devrait être conclue avant la fin de cette année, associant les questions de «compétitivité hors coût» et «coût», en lien avec la réforme du marché du travail que les partenaires sociaux discutent depuis le mois d'octobre dernier. De même, **la gouvernance de l'entreprise** doit être organisée autour d'un dialogue social positif et créatif avec la participation des salariés au Conseil de surveillance des entreprises, ainsi que les comités liés à ces instances.

La gouvernance de notre politique industrielle et d'innovation mérite également d'être repensée.

L'Etat doit se positionner en stratège et définir les orientations de politiques industrielles. Il pourrait s'appuyer sur un « **Comité France** », structure stratégique **composée** de dirigeants d'entreprises de toutes dimensions, des organisations syndicales, de parlementaires, des grandes associations d'élus locaux... **Présidé par le Premier ministre**, il sera **chargé du suivi de la compétitivité française** ; il permettra de (re)créer le dialogue entre les entreprises et le monde politique. Au-delà la gouvernance de l'innovation nous oblige à rééquilibrer l'organisation générale entre l'UE, l'Etat et les collectivités locales, celles-ci ayant un rôle central à jouer en matière d'infrastructures d'accueil, d'innovation à travers les contrats de projets Etat/territoires...

Notre politique industrielle doit en effet avoir pour principale ambition de développer le nombre et le volume de nos entreprises de taille intermédiaire (ETI), qui se concentrent dans les pôles urbains et métropolitains. La France ne compte actuellement que 4.700 ETI (dont à peine 380 entreprises de plus de 1.000 salariés), contre 16.000 en Allemagne. En lien intelligent avec les régions, les grandes villes et agglomérations vont se mobiliser pour renforcer leur soutien aux ETI et aux PME grâce notamment aux interventions de la banque publique d'investissement.

Nous devons également favoriser **une réorientation du crédit impôt recherche** en faveur de **l'innovation** en particulier en direction des jeunes générations qui doivent avoir l'envie et l'opportunité d'entreprendre en France, et ce sans remettre en cause les apports du CIR pour les grands groupes. La recherche, l'innovation, la formation, les financements adéquats (notamment le capital-investissement fragilisé ces derniers mois), la qualité, l'efficacité des normes et de la régulation... sont autant de leviers pour catalyser **notre compétitivité hors-coût**.

Dans la logique du **Pacte de croissance européen** initié par le Président de la République, la relève industrielle et productive de notre pays doit passer par des financements conséquents : émission de *projectbonds* à hauteur de 1 000 milliards d'euros à travers la création d'une Agence européenne d'investissement adossée à la BEI, privilégiant donc **une relance par l'investissement** dans les filières prioritaires, de manière à limiter l'effet multiplicateur des

réductions de déficit des différents Etats membres. Une structuration en une cinquantaine de pôles de compétitivité européens à vocation mondiale sera effectuée rapidement sur la base de ces investissements d'avenir.

La question écologique nous oblige également à un changement de paradigme sociétal. La croissance que nous devons viser ne sera jamais celle des trente glorieuses. Elle sera plus sobre, plus économe et plus respectueuse de notre environnement.

Pour aller dans ce sens, nous devons enclencher **une véritable réforme fiscale écologique** : 38 % de nos prélèvements obligatoires sont aujourd'hui assis sur les salaires et 3,5 % seulement sur l'énergie fossile. Il nous faut inverser cette logique qui tend à imposer fortement le travail et faiblement les activités polluantes. La **transition écologique et énergétique de notre pays** sera établie sur la base **d'une contribution énergie climat** (« taxe carbone ») proposition faite il y a déjà trois ans par Michel Rocard. Le bon niveau de la contribution est connu.

C'est un gouvernement de gauche qui peut mener à bien la réforme de la compétitivité prise dans son ensemble. Une réforme progressive, stable sur le plan fiscal et réglementaire dans le temps, claire dans ses objectifs, porteuse de croissance et génératrice d'emplois à travers une triple synthèse économique, sociale et écologique. Le temps de l'action est largement arrivé.

Michel DESTOT est Maire de Grenoble et président d'Inventer à gauche

Site Internet : <http://www.inventeragauche.com/>